République Française — Département de la Sarthe



Elections Législatives du 23 Novembre 1958

1re Circonscription

Electrices, Electeurs,

Le 2 janvier 1956, avec 39.450 voix (7.167 de plus qu'aux élections précédentes), notre Parti devenait le premier du département.

Le Parti Communiste m'a fait l'honneur de me désigner comme candidat parce que toute ma vie j'ai défendu les travailleurs.

Membre du Parti communiste depuis 1924, j'étais secrétaire de l'Union Départementale C.G.T. de l'Eure-et-Loir avant-guerre. Militant de la clandestinité, j'ai été arrêté le 1er juin 1941 et interné au camp de Compiègne.

Les travailleurs du Mans m'ont élu Conseiller municipal en 1949 et m'ont renouvelé leur confiance en 1953. A ce titre je suis administrateur de la Société de gestion immobilière de la Ville du Mans.

Le 23 novembre vous allez voter dans des conditions nouvelles. Malgré les apparences, le choix sera simple :

— OU VOTER POUR les représentants des partis qui depuis plus de dix ans, et notamment depuis deux ans, se partagent le pouvoir, c'est-à-dire reprendre les mêmes et continuer la même politique.

— OU VOTER COMMUNISTE pour que « ça change ».

CE QU'ILS AVAIENT PROMIS...

Depuis le 2 janvier 1956, les Partis Socialiste, Radical, M.R.P., R.P.F. et Indépendants se sont partagé le pouvoir. Ont-ils tenu leurs promesses ?

Le parti S.F.I.O. représenté aujourd'hui dans la circonscription par M. LEGAY, écrivait dans sa profession de foi :

. . . .

« Christian PINEAU a toujours voulu maintenir la pré-« sence française dans les territoires d'outre-mer en substi-« tuant une politique de négociation à une politique de « force ».

. . . .

« Votez pour ceux qui veulent réduire les dépenses mili-« taires et lutter contre la fraude fiscale des grandes socié-« tés industrielles ».

Le M.R.P., représenté par M. MORDRET, promettait : « La promotion ouvrière, la remise en ordre des traite-« ments, etc... ».

Le R.P.F., DRONNE et CHAPALAIN, qui ont pris l'étiquette « Union pour la Nouvelle République » promettaient : « La suppression des abattements de zones, la stabilité « monétaire, le plein emploi, etc... ».

Quant à M. BONE, il n'avait aucun programme. Cela lui a évité de faire des propositions constructives une fois élu.

Tous ces politiciens promettaient :

— à notre jeunesse « un avenir heureux » ;
aux vieux « une vieillesse digne des services rendus au pays » ;
— aux anciens combattants « la défense de leurs droits sacrés » ;
— aux paysans « la défense des exploitations familiales ».

MAIS QU'ONT-ILS FAIT ?

— **ILS ONT BRADÉ NOTRE INDEPENDANCE POUR DES DOLLARS** ; accordé des bases aériennes aux Américains sur notre sol ; accepté la nomination du nazi Speidel à la tête d'une partie de l'Armée française.

— **ILS ONT REDUIT LE POUVOIR D'ACHAT DES TRAVAILLEURS...** en organisant la hausse des prix. Le coût de la vie a augmenté de 32 % depuis janvier 1956 alors que les salaires l'ont été seulement de 21 % en moyenne. Aujourd'hui, le chômage apparaît. Des diminutions d'heures de travail sont enregistrées un peu partout entraînant la baisse des salaires. Cette situation a des conséquences sur le petit commerce.

— **ILS ONT AGGRAVÉ LA GUERRE D'ALGERIE.** Sacrifiant 7.200 soldats et officiers ; 2.100 milliards en trois ans sans avoir vraiment tenté de véritables négociations sauvegardant les intérêts réciproques de la France et du Peuple Algérien.

— **ILS ONT ECRASÉ LE PAYS D'IMPOTS DIRECTS ET INDIRECTS.** En deux ans, le litre d'essence a subi huit augmentations dont quatre sous le gouvernement socialiste Guy MOLLET-PINEAU. De juin 1957 à juin 1958, 400 milliards d'impôts nouveaux ont été décidé... ce qui n'empêche pas que pour 1959 le déficit budgétaire s'élèvera à 1.300 milliards.

— **ILS ONT SACRIFIÉ L'AVENIR DE LA JEUNESSE** en n'accordant pas les crédits nécessaires pour l'enseignement alors que faute d'établissements 400 élèves en 1957 ; 550 en 1958 n'ont pu être admis dans les centres d'apprentissage de la Sarthe. Et on sait qu'en 1963, plus de 12.000 jeunes Sarthois sortiront des Ecoles primaires. S'il est vrai que tous ces jeunes ne seront pas orientés vers une véritable formation professionnelle industrielle ou agricole, quelles possibilités d'emploi seront offertes à toute cette jeunesse ?

— **ILS ONT FAVORISÉ LA GROSSE EXPLOITATION AGRICOLE** en ne prenant pas les mesures financières et sociales en faveur des petites et moyennes exploitations familiales.

— Les revendications des **Anciens Combattants**, des **Malades** furent dans l'ensemble refusées. La défense de l'école laïque abandonnée...

— Pour **les Vieux**, les députés communistes proposèrent en décembre 1957, que l'augmentation de l'indemnité parlementaire soit versée au Fonds National Vieillesse ; la proposition fut repoussée ; MM. PINEAU, DRONNE et BONE ne prirent pas part au vote (« J.O. » 27-12-57). Le 16 janvier les députés Communistes proposent une allocation de 6.000 frs par mois pour les Vieux : refus du Ministre Socialiste GUYON (« J.O. » 17-1-58).

EUX AUSSI SONT RESPONSABLES

M. CHAPALAIN, ancien militant du Parti socialiste passé au R.P.F. en 1947 pour devenir Maire du Mans voudrait aujourd'hui être ministre. Battu aux élections cantonales de 1953 comme R.P.F. par Robert MANCEAU, il a changé d'étiquette pour faire oublier l'ancienne. Mais l'Union pour la Nouvelle République, c'est le parti de DRONNE et SOUSTELLE, les organisateurs du complot d'Alger. C'est le parti

de CHABAN-DELMAS qui fut de tous les ministères depuis dix ans. CHAPALAIN et ses amis sont parmi les principaux responsables de la misère et de la guerre.

M. MORDRET a toujours approuvé la politique réactionnaire et anti-laïque de son parti. Il a soutenu la politique de LETOURNEAU qui nous a conduit à Dien-Bien-Phu.

M. BONE, poujadiste dissident, devenu « Indépendant », a soutenu la guerre d'Algérie, cause de l'augmentation des impôts.

M. LEGAY, membre de la S.F.I.O., a soutenu la politique S.F.I.O., c'est-à-dire la poursuite de la guerre d'Algérie, l'aventure de Suez, la visite de PINEAU au Pape, la collaboration de Guy MOLLET avec PINAY et le refus de l'Union à gauche avec les communistes.

Travailleurs, Républicains,

Le 2 janvier 1956, vous avez voté à gauche. Mais Socialistes et Radicaux ont préféré gouverner avec la droite plutôt que de faire l'union avec les Communistes. Demain, après les élections, ils seront de nouveau les alliés de cette même réaction.

Cependant, vous voulez que ça change ; c'est pourquoi le Parti Communiste Français vous propose son programme de progrès social, de démocratie, de paix et de grandeur française.

1. RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales, Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles.

2. PAIX EN ALGERIE par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

3. POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive ,l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

4. REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT frappant le grand capital et les profiteurs de guerre afin :

— de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française ;

— de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

5. GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

6. RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RÉNOVÉE :

— par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution ;

— par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion ;

— par le contrôle du peuple sur ses élus ;

— par une large autonomie communale et départementale ;

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

Travailleurs, Républicains, Laïques, nous nous engageons à réaliser ce programme. Dès le premier tour, votez utile en accordant massivement vos suffrages au candidat du Parti Communiste Français.

Pour une véritable politique de gauche, pour le renouveau de la démocratie, pour le progrès social et la Paix.

Votez Fernand RAUD

Retraité S.N.C.F.

Conseiller Municipal du Mans

REMPLAÇANT EVENTUEL

Jean-Jacques RECHT

Agrégé de l'Université

Professeur au Lycée de Garçons du Mans

IMP. BARRIER - FAUVEAU - LE MANS